

PREFECTURE DE LA LOIRE

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**

Le Préfet de la Loire

Chevalier de la Légion d'honneur

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

**VU** le récépissé de déclaration délivré le 27 juillet 2006 réglementant les activités de broyage de déchets de bois exercées par la société VITALE RECYCLAGE sur le territoire de la commune de SAINT-CYPRIEN - Les Grandes Terres ;

**VU** l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 1326 du 8 décembre 2008 imposant à l'exploitant des mesures concernant l'élimination des déchets résiduels stockés sur la parcelle n° 132 ;

**VU** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2009/0309 du 29 mai 2009 imposant notamment à l'exploitant des mesures concernant l'élimination des déchets ;

**VU** les résultats des prélèvements de sols fournis par l'exploitant du site et dans le cadre des investigations conduites par l'INERIS ;

**VU** la lettre de l'inspection des installations classées en date du 29 avril 2009 précisant les conditions pour l'élimination des déchets résiduels stockés sur la parcelle n° 132 ;

**CONSIDERANT** que l'incendie du 22 août 2008 du dépôt de bois de récupération a occasionné une importante pollution aux dioxines et PCB ;

**CONSIDERANT** que des déchets résiduels de l'ordre de 300 T. situés sur la parcelle 132 lieu de l'incendie ne sont toujours pas évacués ;

**CONSIDERANT** l'état constaté de la pollution des sols suite aux investigations menées sur cette parcelle et les risques environnementaux et sanitaires très importants que pourrait occasionner un nouvel incendie de ces stocks résiduels ;

**CONSIDERANT** la nécessité de mettre en œuvre une filière adaptée pour l'élimination de ces stocks résiduels ;

**CONSIDERANT** que la société VITALE RECYCLAGE avait jusqu'au 20 décembre 2008 pour nettoyer entièrement la parcelle cadastrée n° 132 lieu dit « les grandes terres » à Saint Cyprien ;

**CONSIDERANT** qu'en l'absence d'évacuation totale des déchets, un nouveau délai pour finaliser cette opération a été fixé à la société VITALE RECYCLAGE par arrêté du 29 mai 2009 ;

**CONSIDERANT** qu'en date du 11 juin 2009, l'Etat n'a été informé d'aucune mesure d'enlèvement des déchets restants par la société VITALE RECYCLAGE, notamment quant au choix des filières agréées ;

**CONSIDERANT** qu'en raison des risques environnementaux et sanitaires entraînés par le stockage important desdits déchets sur la parcelle n° 132, il y a lieu d'en proposer l'enlèvement d'urgence ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général ;

## ARRETE

**Article 1** – le délai visé à l'article 2 de l'arrêté du 29 mai 2009 visant à l'élimination des déchets résultant de l'incendie, présents sur la parcelle n° 132 du site de Saint Cyprien, est réduit à 7 jours à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant justifiera au préalable à sa réalisation du choix de la filière retenue et fournira à l'inspection des installations classées tous les documents relatifs à cette opération dès qu'elle aura été réalisée.

**Article 2** : Les travaux et études nécessaires pour satisfaire aux dispositions des articles ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

**Article 3** : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé et il sera procédé à l'exécution d'office des travaux aux frais de l'exploitant.

**Article 4** : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**Article 5** : M. le Sous-Préfet de MONTBRISON, Monsieur le maire de SAINT-CYPRIEN et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 12 juin 2009

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Patrick FERIN